

# Rapport de l'exposé GILET JAUNE



## Présenté par :

Nouhaila OUAHBANI

Kevin BAFON

Ines AVOKANDOTO

Chen XIAODONG

Bastien CUENOT



## Table des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>1. PRESENTATION .....</b>	<b>5</b>
1.1. Description du Mouvement.....	5
1.2. Causes de la Manifestation.....	6
1.3. Acteurs et Parties Prenantes.....	9
1.4. Actions et Manifestations menées.....	9
<b>2. LES REVENDICATIONS.....</b>	<b>11</b>
<b>3. REPONSE DU GOUVERNEMENT.....</b>	<b>16</b>
<b>4. PERCEPTION DU MOUVEMENT.....</b>	<b>19</b>
4.1. Opinion Politique.....	19
4.2. Perception Économique.....	21
<b>5. IMPACTS ECONOMIQUES.....</b>	<b>22</b>
<b>6. BILAN.....</b>	<b>25</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>27</b>

## INTRODUCTION

Depuis Octobre 2018, la France connaît des manifestations d'un mouvement qualifié de gilets jaunes qui se déroule sur plusieurs actes. Comme en 2013 avec l'écotaxe et ses portiques, le mouvement est né de la contestation d'une taxe présentée comme écologique sur le transport routier. Le mouvement populaire spontané des Gilets jaunes marque le début d'un temps nouveau en politique contemporaine, un renouveau à la fois antisystème capitaliste et anti-réformiste. Ce mouvement touche plusieurs domaines notamment les domaines économiques, politiques et sociaux. C'est ainsi qu'on assiste à plusieurs types de manifestations et d'actions menées par les gilets jaunes mais qui ne restent pas sans impacts sur l'économie française. Dans le développement de notre thème sur les gilets jaunes, nous parlerons en premier lieu de l'origine, des causes de la manifestation, ensuite nous présenterons les revendications et l'impact de ce mouvement sur la vie politique et économique de la France.

## 1. PRESENTATION

### 1.1. Description du mouvement

Le mouvement des gilets jaunes est apparu en France en Octobre 2018 pour manifester contre l'augmentation de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE). Le gilet de haute visibilité, dit « gilet jaune », est utilisé comme symbole et signe de ralliement et est porté par les manifestants. A l'origine de ce mouvement, on a deux chauffeurs routiers et une vendeuse en ligne de cosmétique bio qui sont tous originaires de Seine-et-Marne. La première, Priscillia Ludosky, réactive une pétition lancée fin mai sur le Web et qui compte aujourd'hui plus d'un million de signatures. Les seconds, Eric Drouet et Bruno Lefevre (ce dernier laissera ensuite la parole à son acolyte, jusqu'à disparaître totalement du mouvement), créent le 15 octobre, un événement Facebook appelant à bloquer les routes un mois plus tard. Les deux routiers entendent parler de l'action de Priscillia Ludosky et vice-versa, et tous relaient mutuellement leurs actions sur leurs pages Facebook. C'est sur ce réseau social qu'est né le mouvement appelant à bloquer les routes le samedi 17 Novembre 2018. Selon le ministre de l'intérieur on a un pic à 287 710 personnes à compter du 17 Novembre 2018. Le 24 octobre, un autre acteur a l'idée qui fera le succès du mouvement : Ghislain Coutard, 36 ans, mécanicien à Narbonne, appelle tous les automobilistes en colère à déposer un gilet jaune sur leur tableau de bord. Le symbole marque, et se propage comme une traînée de poudre. Grâce à des vidéos filmées en selfie et diffusées sur les réseaux, d'autres personnalités (l'ésotérique Jacline Mouraud, par exemple) émergent, et finissent par devenir représentants d'un mouvement hétéroclite.

Ce mouvement trouve son appui sur les réseaux sociaux afin de solliciter bon nombre de français à manifester dans les rues pour obtenir gain de cause. C'est à partir du 17 novembre 2018, qu'on fait face à la contestation. Cela s'organise autour de blocages de routes et ronds-points et de manifestations chaque samedi. Ces protestations mobilisent surtout les habitants des zones rurales et périurbaines, mais s'organisent également dans des métropoles, où se produisent plusieurs manifestations violentes. On assiste très vite à l'élargissement des revendications du mouvement aux domaines sociaux et politiques.

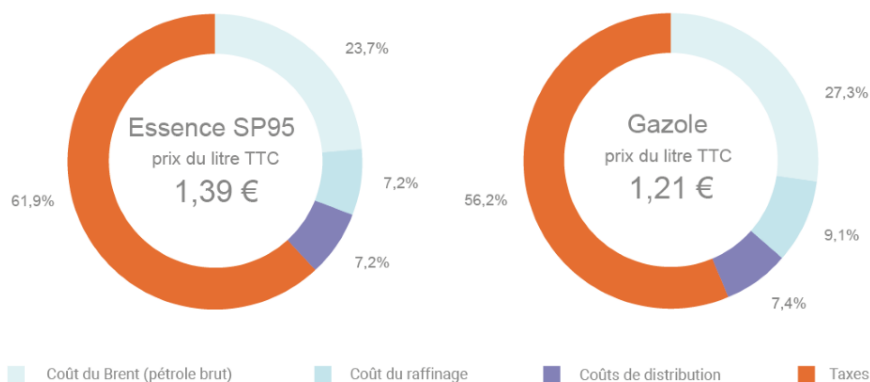
## 1.2. Causes de la manifestation

Les gilets jaunes protestent contre le prix des carburants, comme l'essence et le gasoil, qui ont connu une forte augmentation ces derniers temps. Lorsqu'on achète du carburant pour son véhicule, une grande partie de cet argent revient à l'État, sous forme de taxe. Ils expliquent être obligés de prendre leur voiture tous les jours pour aller travailler. Dans certaines zones, comme en campagne ou en périphérie des grandes villes, les transports en commun sont inexistantes ou inadaptés.

En septembre 2018, Philippe annonce son intention d'augmenter la TICPE à hauteur de 11,5 %<sup>12,13</sup>. D'après la Direction générale de l'Énergie et du Climat, cette hausse prévue pour entrer en application le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et qui s'inscrit dans une lignée de décisions similaires coûtera aux automobilistes entre 207 et 538 euros à l'horizon 2022 (en fonction des véhicules et des trajets). En outre, les taxes sur les carburants (TICPE et TVA), qui constituent 60 % du prix des carburants, ne profitent que très partiellement au budget de la transition énergétique et la hausse des taxes annoncée par le gouvernement Philippe doit bénéficier quasi-exclusivement au budget général de l'État.

Les prix à la pompe ont déjà augmenté depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, de 14% pour le SP95 et 22 % pour le Diesel entre octobre 2017 et octobre 2018 selon l'Union française des industries pétrolières. La nouvelle hausse annoncée par le gouvernement était de trop pour les automobilistes. Une hausse présentée comme une taxe écologique. Mais les "gilets jaunes" ne seraient pas anti-écologistes pour autant. Ils pointent notamment le fait que les taxes actuelles sur le carburant ne sont qu'en faible partie consacrées à la transition énergétique. En 2018, 20,5 % des 34 milliards d'euros de taxes perçues par l'État au titre de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sont allés à la transition énergétique, soit 7 milliards d'euros. On a treize autres qui ont été fléchés vers son budget général et le reste partagé entre départements et régions. Avec l'augmentation de 6 centimes du diesel et de 3 de l'essence, l'État devrait percevoir 4 milliards d'euros de plus.

### Structuration des prix à la pompe (mars 2015)

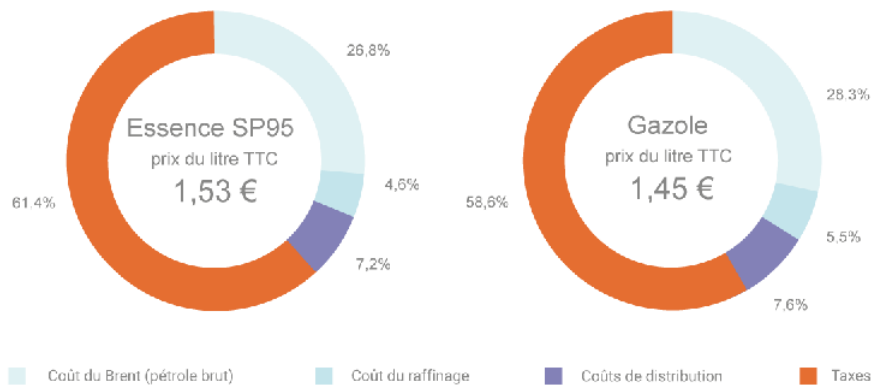


Source : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

© 2015 - connaissance-des-energies.org

### Structuration des prix à la pompe en mars 2015

### Structuration des prix à la pompe (mai 2018)



Source : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

© 2018 - connaissance-des-energies.org

### Structuration des prix à la pompe en mai 2018

Un autre objectif des Gilets jaunes est de défendre le pouvoir d'achat des salariés étranglés par le système de profit anémié et de favoriser ainsi le maintien, sinon l'augmentation, la valeur et le prix de leur force de travail. Cet objectif stratégique est par essence révolutionnaire, puisque la crise économique systémique du capitalisme rend sa satisfaction impossible. Chaque euro d'augmentation du salaire devra être pris dans la caisse des profits du capital en perdition. En ces temps de grave crise économique où le système capitaliste s'apprête à implorer, une telle revendication salariale est potentiellement insurrectionnelle, car le capital ne bénéficie d'aucune marge de manœuvre.

Pour Vincent Tiberj, professeur à l'IEP de Bordeaux, les Gilets jaunes « incarnent ce que le sociologue Olivier Schwartz appelle les « petits moyens » : ils travaillent, paient des impôts et gagnent trop pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Pour certains, la thématique du chômage est absente des protestations. Pour d'autres, au contraire, elle entre indirectement en considération au travers des revendications relatives aux minima sociaux et à leur indexation sur l'inflation, à la suppression du travail détaché, aux aides au retour à l'emploi et à la reconversion professionnelle, à la limitation du recours au CDD par les grandes entreprises, à la création d'emplois pour les chômeurs, à la suppression des mesures ayant alourdi le contrôle des demandeurs d'emploi par Pôle emploi.



### 1.3. Acteurs et Parties Prenantes

Beaucoup de manifestants, qui représentent principalement les classes moyennes, expriment le sentiment de mépris dont ils estiment faire l'objet de la part des élites urbaines.

Au début du mouvement, les principales personnalités médiatisées sont Éric Drouet, qui a lancé sur Facebook l'appel au rassemblement du 17 novembre 2018, Priscillia Ludosky, à l'origine de la pétition en ligne appelant à la baisse des prix du carburant, Jacline Mouraud, dont la vidéo à l'adresse d'Emmanuel Macron est devenue virale.

La présidente du **Rassemblement national**, **Marine Le Pen** ne participera pas aux blocages, car selon elle *"la place d'un chef de parti n'est pas au sein des manifestations"*, mais elle a assuré que les élus RN seraient *"aux côtés des manifestants"* et prédit une mobilisation *importante*.

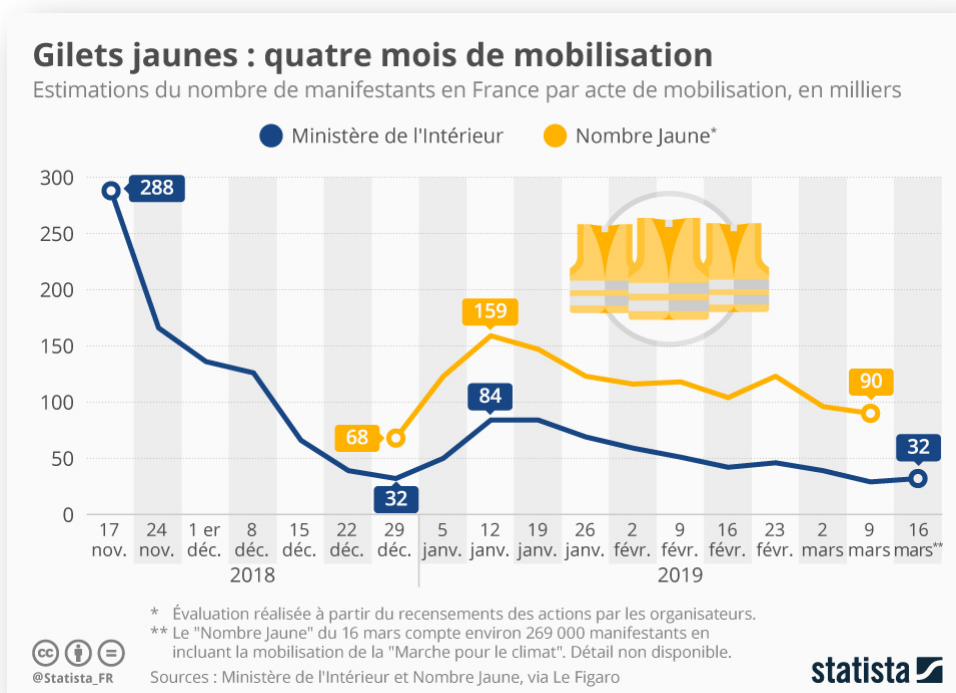
**Nicolas Dupont-Aignan**, qui va jusqu'à distribuer lui-même des tracts dans les stations-services, gilet jaune sur le dos, avait dès fin octobre appelé à *"bloquer toute la France le 17 novembre"*, dénonçant également la hausse du prix des péages. Dans les rangs des **Républicains**, le président du parti Laurent Wauquiez, qui participera à une manifestation dans son département de la Haute-Loire, a toutefois bien souligné qu'il n'appelait pas au blocage.

À gauche, le patron de **La France insoumise** Jean-Luc Mélenchon souhaite le *succès* de la mobilisation. Les députés LFI Alexis Corbière, Adrien Quatennens et François Ruffin participent quant à eux à la manifestation en allant sur le terrain.

### 1.4. Actions et manifestations menées

Les protestations s'organisent autour de blocages d'axes routiers et de ronds-points, notamment en régions, et de manifestations nationales organisées chaque samedi, appelées « actes », qui trouvent un plus grand écho médiatique que les autres actions.

Le mouvement commence le 17 novembre (premier acte), journée durant laquelle plus de 3 000 sites sont occupés en France selon le ministère de l'Intérieur. La mobilisation se poursuit dans les semaines qui suivent, principalement en régions.



### **Graphique montrant le nombre de manifestants chaque samedi**

Lors de l'acte II, sur l'avenue des Champs-Élysées, à Paris, des barricades sont montées puis incendiées, des abribus cassés et des vitrines de commerces brisées. Le samedi suivant, des casseurs vandalisent l'arc de triomphe de l'Étoile tandis qu'une partie de la préfecture du Puy-en-Velay est incendiée. La situation se calme durant l'acte IV, avec en particulier des Gilets jaunes s'opposant à des casseurs.

L'acte V a eu lieu le samedi 15 décembre 2018 notamment avec un rassemblement à l'Elysée pour "un pot de départ de Macron", sur les Champs-Élysées pour "Acte 5 : Macron Démission", devant France Télévisions pour "Gilets Jaunes : on reprend le contrôle des médias" ou encore à la Gare Saint-Lazare.

Un dispositif de sécurité renforcé a été mis en place avec 8000 agents des forces de l'ordre et 14 véhicules blindés et un périmètre de sécurité a été établi autour de l'Elysée, du ministère de l'Intérieur, de l'Assemblée nationale et de Matignon.

De nombreuses institutions parisiennes ont également fermé leurs portes telles que l'Arc de Triomphe, les Catacombes, la Chapelle Expiatoire, la Conciergerie, le Musée Cernuschi, le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, le Panthéon, le Petit Palais, la Sainte-Chapelle et la Tours de la cathédrale Notre-Dame.

Lors de l'acte VIII, la destruction avec un engin de chantier de la porte de la cour de l'hôtel de Rothelin-Charolais conduit à l'évacuation du secrétaire d'État et porte-parole du Gouvernement, Benjamin Griveaux.

## 2. LES REVENDICATIONS

### 2.1 Dimension politique du phénomène

Le mouvement des gilets jaunes depuis ces débuts n'a cessé de prendre de l'ampleur. Il s'est répandu très rapidement dans le pays au moyen de réseaux sociaux premièrement, et via d'autres types de médias.

L'une des premières raisons de cette grève étant l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). C'est dans la durée et l'ampleur présent, que ce mouvement a peu à peu élargie ces revendications vers d'autres revendications du type sociales, fiscales (hausse du pouvoir d'achat), ainsi que des revendications politiques.

Le mouvement gilets jaunes a donc pris une dimension politique.

Il suscite beaucoup de questions au sein du gouvernement et du peuple. Ce mouvement social a atteint une dimension politique, car d'une part les revendications ont changé par rapport à celle du début comme on a pu le remarquer. Et ensuite ce mouvement a pris une très grande ampleur de manière très rapide. Car il a su rassembler plus 282 000 manifestants dans toute la France le 17 novembre 2018.

C'est donc ces deux facteurs qui ont fait que ce mouvement social occupe l'opinion politique aujourd'hui.

### 2.2 Revendications politiques des gilets jaunes

Maintenant que ce mouvement social est officiel puisqu'il a désormais des représentants. Ils sont au nombre de huit et ont pour rôle « d'engager une prise de contact sérieuse et nécessaire avec les représentants de l'État et les coordinateurs et coordinatrices des manifestations » d'après le communiqué diffusé aux médias.

*(source journal Ouest France)*

La vraie question est de savoir quels sont ces revendications, sont-elles multiples, évoluent-elles au fil de l'eau ? On peut comprendre que leurs évolutions sont liées à l'ampleur du mouvement et les problèmes déjà existants comme le chômage pour les personnes âgées de plus de 50 ans, la retraite ou encore la hausse du pouvoir d'achat. On peut ainsi dénombrer un nombre de frustrations déjà existants chez les gilets jaunes.

Quels sont les différents types de revendications économiques, sociaux, politiques et plus encore. Sur internet, on peut trouver un article qui parle de ces revendications

Il y est dit que les gilets jaunes ont exprimé plus de quarante-deux revendications sur sept thèmes différents

#### 1- Revendications sur le pouvoir d'achat :

- SMIC à 1300 euros net ;
- Pas de retraite en dessous de 1 200 euros ;
- Les salaires de toutes les Françaises et tous les Français ainsi que les retraites et les allocations, doivent être indexés à l'inflation ;
- Salaire maximum fixé à 15 000 euros.
- Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.

#### 2- Revendications sociales :

- Zéro SDF dans les rues c'est situations les plus urgentes et l'une des premières revendications des gilets jaunes ;
- Même système de sécurité social pour tous (y compris artisans et auto entrepreneurs).
- Fin du RSI ; Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. (Pas de retraite à point) ;
- Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.
- Augmentation des allocations handicapés.
- Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- Limitation des loyers. + de logement à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).
- Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- Retraite à 60 ans et pour toutes les personnes ayant travaillées dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple) droit à la retraite à 55 ans.
- Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.

#### 3- Revendications fiscales :

- Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches) ;
- Que les GROS (Macdo, google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit ;
- Fin de la hausse des taxes sur le carburant ;
- Aller chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Pas de prélèvement à la source.
- Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue. –
- Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.

#### 4- Revendications démocratiques :

- Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et au chèque vacances ;
- Le Référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée Nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.
- Retour à un mandat de 7 ans pour le Président de la République. (L'élection des députés deux ans après l'élection du Président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participait donc à faire entendre la voix du peuple.)
- Fin des indemnités présidentielles à vie.

#### 5- Revendications économiques ;

- Grand Plan d'Isolation des logements. (Faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages)
- Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. (Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce)
- + de parkings gratuits dans les centres-villes ;
- Protéger l'industrie française, interdire les délocalisations. Protéger notre industrie c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois ;
- Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une Industrie Française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)
- Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres.
- Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage aéroport...)
- Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils deviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.

#### 6- Revendications sur l'immigration :

- Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- Que les demandeurs d'asiles soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en oeuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).

### 7- Défense du service public :

- Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée.
- Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la Terminale.
- Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
- Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.
- L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière (Source tirée du site [blog.mediaspart.fr](http://blog.mediaspart.fr))

Il est bien sûr logique que le gouvernement n'acceptera pas toutes ces mesures voulues par les gilets jaunes, car premièrement certaines sont impossibles car nous n'avons ni les moyens techniques ni les moyens financiers. Et d'autre part cela impactera aussi le gouvernement actuel et le système politique notamment au niveau de la constitution et du pouvoir exécutif.

### 2.3 L'impact de ce mouvement social sur la gouvernance

Pour identifier l'impact qu'a et que pourrait avoir par la suite ce mouvement social des gilets jaunes au sein du gouvernement, nous avons dû dans un premier temps établir un périmètre (la dimension politique du phénomène). Ensuite nous avons pris connaissance des revendications du mouvement social. Et c'est en nous aidant de ces deux parties qu'on mettra en évidence les impacts engendrés sur la gouvernance par ce mouvement social.

L'une des premières questions que l'on peut se poser, est :

A qui cela impacte au niveau de la gouvernance (pouvoir exécutif et constitution) ?

On sait que, le mouvement des gilets jaunes impacte le pays au niveau économique, mais qu'en est-il au sein du gouvernement ? Selon un article du journal Le monde ce mouvement social est un épuisement démocratique. Car à chaque manifestation il y a des dégâts à déplorer, un bilan de la situation est refait de nouvelles mesures concernant la sécurité sont prises car les précédentes n'ont pas été utiles.

Cela a aussi un fort impact au niveau du pouvoir exécutif car certains partis protestataires se servent de cela en montrant leur soi-disant soutien au mouvement gilets jaunes afin de tirer un avantage politique. Mais ce n'est pas tout car ces parties se rallient au mouvement populaire sans exprimer de réelle position « on suit le peuple car il a toujours raison »

Tout cela et d'autres conséquences dues au mouvement des gilets jaunes créent donc un trouble au sein du gouvernement.

Les conséquences liées au phénomène gilets jaunes sont :

- les dégâts matériels causés sans oublier la population (citoyens et force de l'ordre) dommage collatéral de ce mouvement
- Les revendications des gilets jaunes aussi qui ne semblent pas être entendu par le gouvernement donc incitent davantage à la manifestation
- Il y a aussi les conséquences économiques engendrées par ce mouvement. Conséquence économique décrites comme désastreuses pour la suite des événements

En clair le gouvernement est amené à gérer tout cela et c'est l'une des raisons qui poussent à croire qu'une crise politique peut naître de ce mouvement.

La seconde raison est liée aux revendications mais surtout celle qui concerne la politique, nous les avons vu précédemment, ces mesures voulues par nos gilets jaunes sont en effet

Le référendum populaire, qui autoriserait à n'importe quel habitant de créer un projet de loi, les lois seront donc acté par le peuple c'est bien sûr exagérer mais il est vrai que certaines lois verraient le jour à cause du peuple. Cette revendication est très souhaitée des gilets jaunes il est même écrit qu'elle doit y figurer dans la constitution

Retour à un mandat de 7 ans pour le Président de la République. Oui mais l'élection des députés se ferait deux ans après l'élection du Président de la République de sorte à lui envoyer un signal positif ou négatif à la politique qu'il mène

Certaines mesures en lien avec le pouvoir d'achat et le social impact également le gouvernement car il faudrait repenser notre modèle économique et cette décision est dirigée par le président et la politique qu'il décide de mener.

On peut dire que plusieurs facteurs ont un impact sur la gouvernance actuellement le mouvement gilets jaunes et ces conséquences qu'il faut gérer au mieux, car il faut bien le comprendre il y a une prise de décision à chaque fois qu'on franchit un palier, ces décisions sont perçues de différentes manières des fois non voulues. D'où une possibilité que la machine se relance et le cycle se répète. Il y a aussi l'après gilets jaunes qui impactera fortement notre gouvernement et la question que tout le monde se pose c'est qu'elles seront les réponses apportées ? Seront-elles appropriées par rapport à la situation économique et sociale du pays, notre politique va-t-elle changer et être plus ouverte au peuple si oui y a-t-il des risques ?



### 3. REPONSE DU GOUVERNEMENT

Au début du mouvement en octobre 2018, le gouvernement est resté ferme sur la politique fiscale adoptée. Devant un mouvement de plus en plus populaire, le gouvernement a dû revoir certaines de ces décisions notamment sur la taxe carbone. Après l'annulation de la taxe carbone jugée insuffisante par les Gilets jaunes, le 10 décembre 2018, le président Emmanuel Macron s'adressa au Français. Il annonça plusieurs mesures en réponse à ce mouvement.

L'une des principales revendications des Gilets Jaunes était le manque de pouvoir d'achat pour les plus bas revenus. Pour combler ce manque, Emmanuel Macron propose une augmentation de 100 euros par mois du Smic, la défiscalisation des heures supplémentaires, annulations de la hausse de la CSG et une prime de fin d'année défiscalisée.

#### A. Augmentation du Smic :

Le but de cette mesure étant de redonner du pouvoir d'achat au français touchant un salaire faible. Pour cela, les français touchant le Smic percevront une augmentation de leur salaire 100 euro dès 2019 sans que cela coûte un euro de plus pour l'employeur. Cette hausse était déjà prévue par le président mais sur l'ensemble de son quinquennat. Pour permettre l'augmentation du smic, le gouvernement compte sur la revalorisation annuelle du Smic (+1.8% pour 2019 soit 25 euros net environ). Puis les personnes rémunérées au smic (ou à un salaire légèrement supérieur) vont bénéficier d'une hausse de la prime d'activité (d'environ 75-80 euros). Le gouvernement n'a pas réellement augmenté de 100 euros la limite du salaire minimum en France, mais a permis au français touchant le smic de percevoir une augmentation de leur pouvoir d'achat de 100 euros. À gauche, on estime généralement que le salaire minimal permet de tirer l'ensemble des rémunérations vers le haut. À l'inverse, les libéraux les plus radicaux s'opposent à l'idée même d'un salaire minimal, qu'ils jugent contre-productif. Selon eux, en plus d'être inutiles (car absorbées par l'inflation), les hausses du smic constituent un frein pour les patrons qui souhaitent embaucher, car elles renchérissent le coût du travail. Ils prédisent des milliers de suppressions d'emplois en cas de revalorisation trop généreuse.

#### B. Les heures supplémentaires défiscalisées :

En effet, dès 2019 les heures supplémentaires seront versées sans impôts ni charges. Cette proposition vise à donner du pouvoir d'achat aux salariés (privé et public) et à réduire l'inégalité introduite par les 35 heures entre salariés de petites et de grandes entreprises. Elle représente plus de 400 euros supplémentaires par an pour le travailleur payé au SMIC mais va coûter 2 milliards d'euros. Cependant, il faut comprendre qu'avec la désocialisation d'Emmanuel Macron, les heures supplémentaires profiteront énormément aux travailleurs. Les bénéficiaires de cette solution seront plus des 60 % des salariés.



### C. Annulation de la hausse de la CSG en 2019 :

Emmanuel Macron revient sur sa décision sur l'augmentation de la CSG concernant les retraités touchant moins de 2.000 euros par mois. La CSG (Contribution Sociale Généralisée) est un impôt destiné à participer au financement de la protection sociale.

L'augmentation de la taxe et non pas la taxe, est désormais annulée pour ces personnes-là seulement pour 2019 (pour le moment). D'après le président : « la hausse de CSG subie cette année. L'effort demandé était trop important, et il n'était pas juste ». A l'origine, la hausse de cette cotisation devrait être compensée par la suppression de la taxe habitation (hausse que pour les retraités).

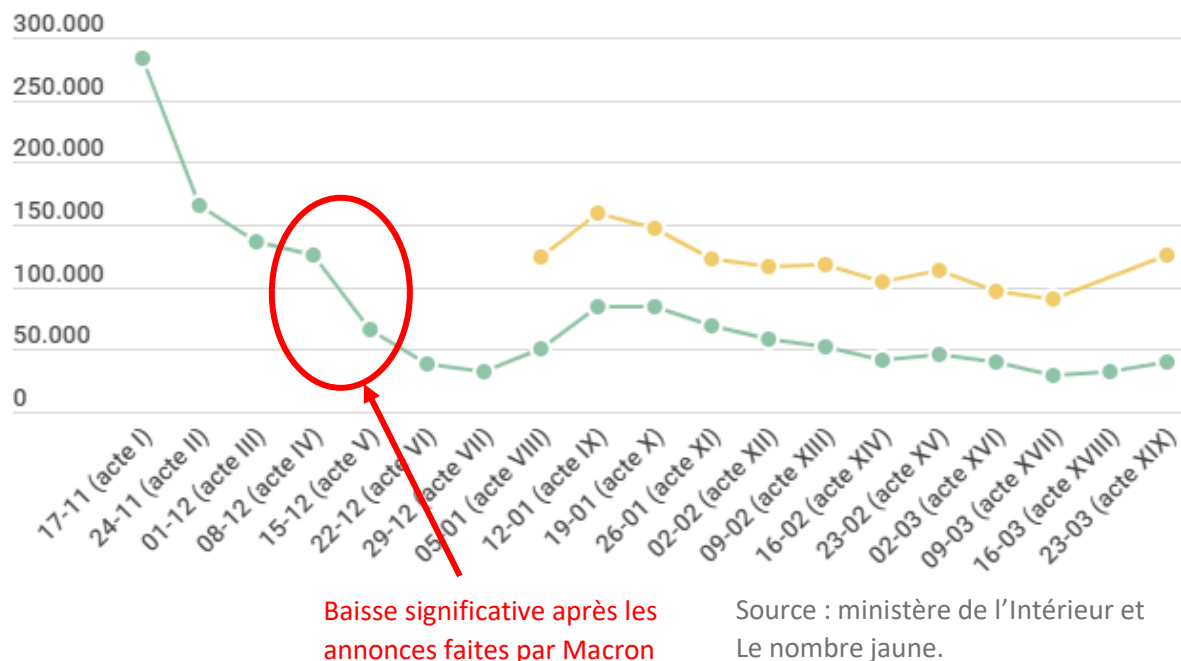
Cette mesure a été assez mal comprise par les gilets jaunes (retraités). Le revenu de 2.000 euros par mois évoqué par Emmanuel Macron, est le revenu global net du retraité, incluant la pension mais aussi les revenus annexes (notamment du patrimoine).

### D. Prime de fin d'année défiscalisée :

Pour insister les entreprises à verser une prime de fin d'années à leurs employés, le gouvernement a décidé d'exempter cette prime d'impôt et de charges. En revanche, cette mesure concerne seulement les salariés gagnant moins de 4.500 euros bruts par mois. L'idée est d'utiliser la « carotte » de la défiscalisation pour inciter les employeurs à mettre en place cette prime au niveau des bas salaires.

Le Président a en revanche refusé de céder sur une revendication phare des Gilets jaunes : le retour à l'impôt sur la fortune (ISF). Il a expliqué cette décision par l'inefficacité de cette mesure lorsqu'elle était en vigueur, et qu'elle n'empêchait pas "les plus riches" de quitter le pays.

Cependant, ces mesures annoncées ce jours-là, semblent avoir convaincu une partie des Gilets Jaunes, puisque la participation aux manifestations les jours suivants a diminuée.



Le président a également appelé à un grand débat national. Emmanuel Macron a ainsi ouvert la porte à ce que des "questions essentielles à la nation" soient abordées dans ce cadre, comme "la possibilité de voir les courants d'opinion mieux entendus dans leur diversité", mais aussi "la prise en compte du vote blanc, et sur le sujet de la transition écologique. Selon le gouvernement, le grand débat national vise à rencontrer les maires, région par région pour bâtir le socle d'un nouveau contrat pour la nation.

## 4. Perception du Mouvement

### 4.1. Opinion Politique

Le mouvement est pris en compte par différents dirigeants politiques à savoir : Marine Le PEN (Rassemblement national), Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) et Laurent Wauquiez (Les Républicains). La presse nommée Libération évoque une tentative de récupération politique du mouvement par des partis politiques, tout en affirmant que l'initiative est partie de « l'Internet vrai » et non de la « **fachosphère** », c'est un néologisme qui désigne l'ensemble des partis politiques et de la mouvance fasciste, et plus généralement d'extrême droite.



#### *Perception du mouvement politique*

Les Gilets jaunes divisent notamment à gauche. Si certains d'entre eux affichent leur compréhension ou soutien au mouvement, la plupart ne cautionnent pas le blocage des routes. **Daniel Cohn-Bendit**, ancien meneur de **Mai 68** désormais soutien d'**Emmanuel Macron**, voit derrière la mobilisation une « tentation **totalitaire** », établissant un parallèle entre le port du gilet jaune et celui de l'**étoile jaune** pendant la Seconde Guerre mondiale.

En soutien au mouvement, plusieurs actes ont été lancés le 21 et 22 Novembre 2018 par différentes personnes parmi elles, on trouve :

Le député non-inscrit **Jean Lassalle** porte un gilet jaune à l'Assemblée nationale, entraînant une suspension de la séance et une retenue sur ses indemnités parlementaires pour soutenir le mouvement.

**Jean-Hugues Ratenon**, élu FI pour La Réunion, brandit cinq jours plus tard un gilet jaune à la tribune ; sa prise de parole est arrêtée par une suspension de séance

**Nicolas Hulot**, ancien ministre de la Transition écologique et solidaire sous la présidence Macron, déclare : « Les gens savent que le kérosène des avions n'est pas taxé, que le fioul lourd des cargos n'est pas taxé. Pas besoin d'être un Gilet jaune pour s'en indigner ».

Afin de dénouer la crise, en fin Novembre, le Rassemblement national et la France insoumise réclament la dissolution de l'Assemblée nationale, tandis que Les Républicains demandent à Emmanuel Macron de soumettre à référendum le plan de transition écologique qu'il a présenté le **27 Novembre** précédent. La France insoumise, le Parti communiste français et le Parti socialiste déposent contre le Gouvernement une notion de censure, qui est largement rejetée par l'Assemblée nationale le 13 décembre.

D'un point de vue politique, les sympathisants du Rassemblement national, qui représentent 66% et ceux de La France insoumise, qui à leur tour représentent 64%, sont les plus fervents défenseurs du mouvement, selon l'IFOP. Les électeurs PS (parti socialiste), qui est un parti politique français de gauche et de centre gauche, et LR, eux, décrochent après les heurts sur certains barrages routiers. Un tel niveau de soutien est très rare. Au printemps, l'approbation de la grève des cheminots atteignait environ 40 % et celle du mouvement contre la réforme du droit du travail, en septembre 2017 à 53 %.

Le plus inquiétant pour le gouvernement est l'augmentation du soutien alors qu'Emmanuel Macron a tenté de calmer la colère. S'ils sont près des deux tiers à avoir écouté son discours, une écrasante majorité n'a pas trouvé le chef de l'Etat convaincant. Une telle hausse est atypique. Elle avait déjà eu lieu lors des grandes grèves de 1995, et le ressenti de l'opinion avait beaucoup compté dans le recul du premier ministre de l'époque, Alain Juppé.

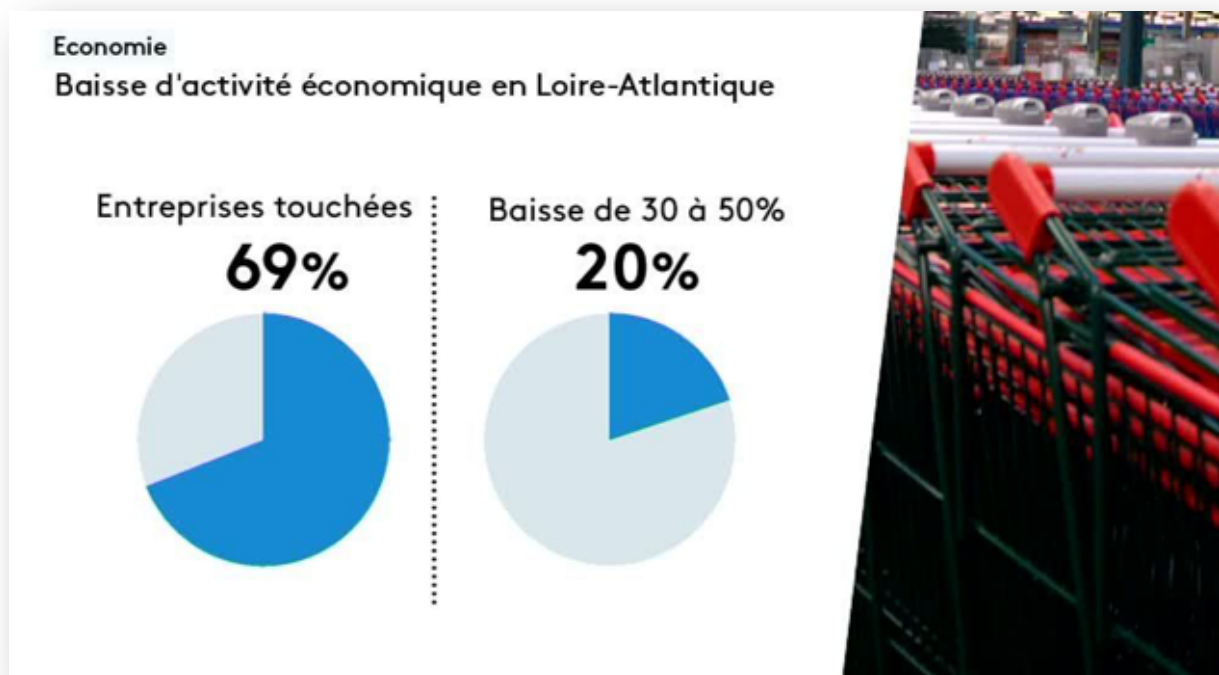
Au point que de nombreuses personnalités ont affiché leur sympathie.

- Patrick Sébastien a affirmé sur TV5 Monde que les « gilets jaunes » « *étaient sa France* ».
- L'humoriste **Gérald Dahan** a, lui, appelé à les « *protéger des CRS* » en « *formant une première ligne de personnalités* », dans le cortège, samedi, à Paris.
- **Franck Dubosc** a posté une vidéo sur Facebook dans laquelle il déclare : « *Il faut que l'on soit avec vous, nous les favorisés. (...) J'en parle aux copains.* »
- L'animatrice **Cyril Hanouna**, lui, a longuement invité des « gilets jaunes » à s'exprimer sur son plateau au cours de la semaine.
- Et **Brigitte Bardot**, **Michel Polnareff** ou encore de **Pierre Perret** ont également affiché leur sympathie.

Après 10 semaines de mobilisation, la police analyse le mouvement des gilets jaunes en regards croisés des fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre. C'est également une histoire d'un mouvement hors normes né sur facebook, qui s'est mué en vaste colère populaire. Ce mouvement traduit ainsi un épuisement démocratique, qui causera une crise sociale et politique.

## 4.2. Opinion Economique

Le 10 décembre, le ministre de l'Economie a lié le mouvement des gilets jaunes et la baisse de la croissance en France, évoquant une diminution de "0,1 point de croissance de la richesse nationale au dernier trimestre". Dès le 26 novembre, après un deuxième weekend de manifestations, Bruno Le Maire avait déploré le fait que les blocages avaient eu un "impact sévère" sur le commerce.



### **Baisse d'activité économique suite aux Gilets Jaunes**

Lors des précédentes manifestations, de nombreux commerces ont été pillés, notamment à Paris et Bordeaux et certaines grandes enseignes ont décidé de fermer leurs portes, sur les Champs-Élysées ou dans le quartier d'Opéra par exemple, à quelques jours des fêtes de Noël. Conséquence, le 10 décembre, la Banque de France a annoncé avoir divisé par deux, à 0,2% contre 0,4% précédemment, le taux de croissance du PIB français qu'elle prévoit pour le quatrième trimestre. "L'activité des services décélère sous l'effet du mouvement actuel. Les transports, la restauration et la réparation automobile régressent" ainsi que l'hôtellerie, constate notamment la banque centrale française sur la base d'une enquête de conjoncture.

**Près de 700 entreprises ont recours au chômage partiel. Le manque à gagner pour les commerçants est déjà évalué à 400 millions d'euros.**

Les conséquences du mouvement des «gilets jaunes» sur l'économie française pourraient être très sérieuses. Cette crise vient fragiliser la modeste croissance hexagonale - qui est attendue en 2018 et 2019 par les économistes autour de 1,6 % - en plusieurs points sensibles : activité des commerçants et des hôtels-restaurants, confiance des ménages, attractivité et image de la France pour les investisseurs internationaux, et à plus long terme capacité du gouvernement à réformer le pays.

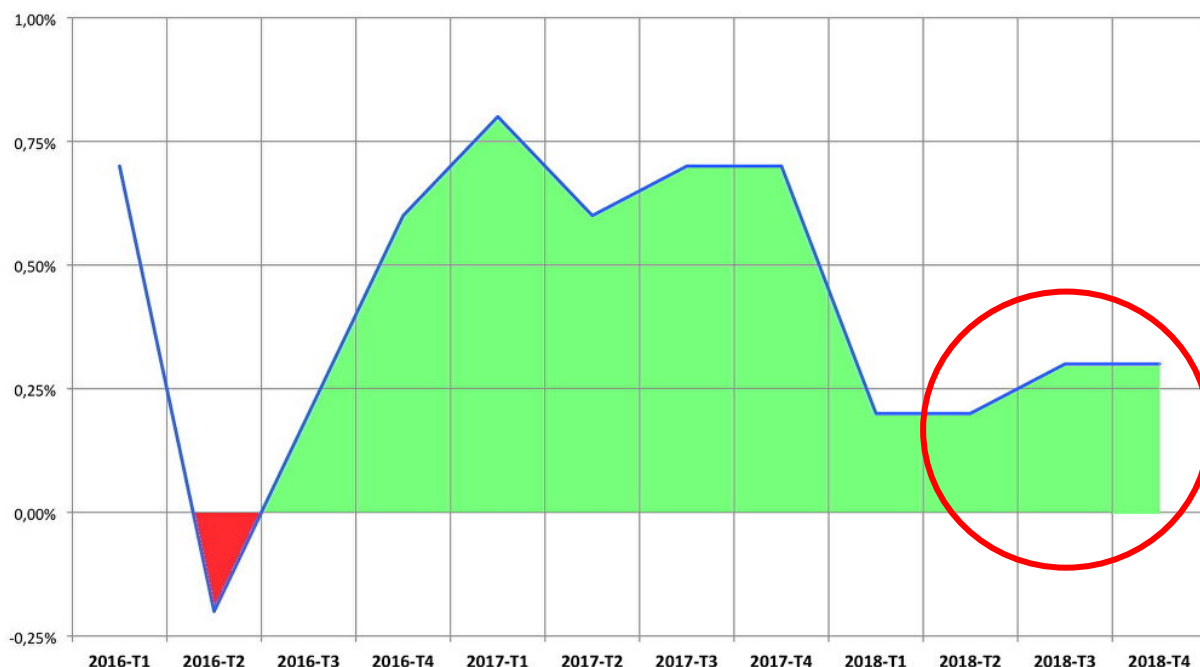
## 5. IMPACTS ECONOMIQUES

Après un fort mouvement contestataire pendant les vacances de Noël, une période normalement bénéfique pour l'économie, surtout pour les commerces, quel a été l'impact des Gilets Jaunes sur l'économie française ?

### A. Un impact macroéconomique à court terme

De nombreux avis divergent sur l'impact qu'a eu le mouvement sur l'économie. En effet, le gouvernement a tout intérêt de dramatiser l'impact négatif qu'a le mouvement sur l'économie du pays afin de le rendre impopulaire. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire avait évoqué fin février 0,2 point de croissance trimestrielle en moins, un chiffre confirmé par le ministre du Budget Gérard Darmanin le 19 mars, lequel a précisé que cela équivalait à « quatre milliards d'euros ». Selon une étude de l'Insee le mouvement des Gilets jaunes a « pu avoir des conséquences localement sévères », toutefois « son impact macroéconomique à court terme a, sans conteste, été plus faible que son retentissement politique et médiatique ». De plus, l'Insee ajoute que les grèves SNCF et Air France auraient tout autant pesé sur l'activité du deuxième trimestre 2018 que les Gilets jaunes.

**Taux de croissance trimestriels du PIB**



Le graphique ci-dessus montre bien que le mouvement des Gilets Jaunes n'a pas eu grande influence sur le PIB durant le trimestre 4 de 2018.

De plus, cette baisse de croissance s'explique également par d'autres facteurs. Notamment par un climat plus doux que la normale ayant entraîné des factures d'énergie plus faibles et un recul des achats automobiles qui peut s'expliquer par des conducteurs ayant attendu 2019 pour la revalorisation de la prime à la conversion.

Cependant, il est notamment impossible d'estimer correctement quelle aurait été l'activité économique si de tels événements n'étaient pas survenus.



## B. Un fort impact localement

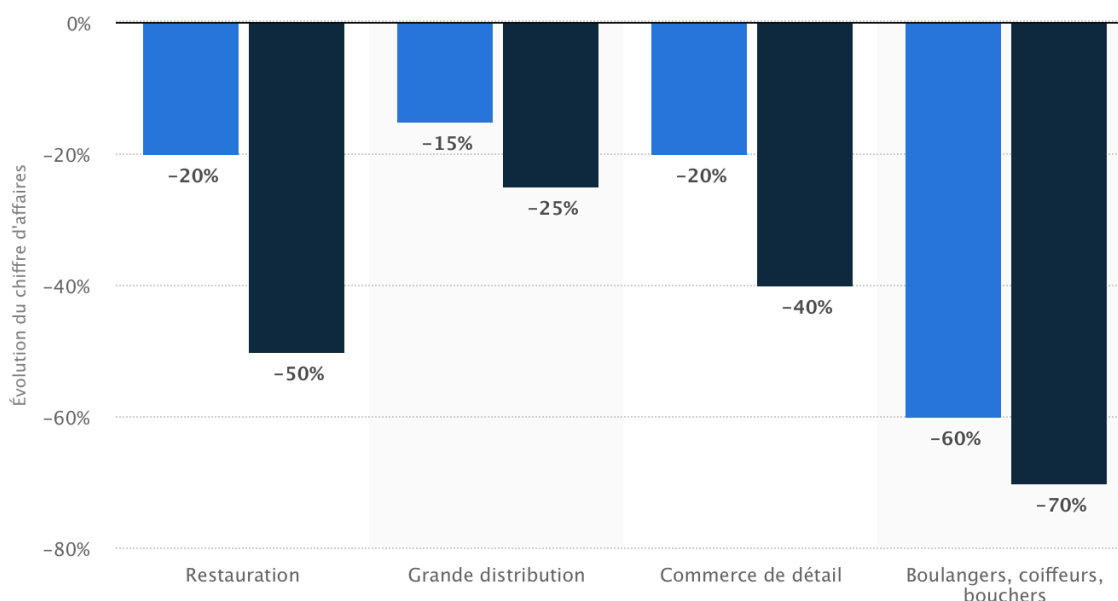
Cependant dans certaines régions de la France, le mouvement des Gilets Jaunes a eu un fort impact négatif sur l'économie locale. C'est notamment le cas à Paris où les plus violentes et récurrentes manifestations se sont déroulées.

Selon les chiffres du ministère du travail, à la date du 11 février, 4 962 établissements avaient déposé une demande de chômage partiel lié au mouvement des « gilets jaunes » pour 72 675 salariés (soit un coût pour l'Etat de 38 millions d'euros). Principalement des PME appartenant au secteur du commerce (35,3 % des demandes), à celui de la construction (14 %) et à celui de la restauration et de l'hôtellerie (10,9 %).

Le mouvement a aussi un effet néfaste sur le tourisme en France (dans les villes touristiques). Certaines manifestations se sont déroulées dans des lieux symboliques du pays et hautement touristiques (avenue des Champs–Elysées et Arc de Triomphe à Paris). On peut donc s'attendre à ce qu'elles pénalisent les activités liées au tourisme.

On peut alors se demander, si le mouvement continue à perdurer, comment va évoluer l'impact du mouvement sur l'économie française ? Et que pourra-t-on faire sur le fort impact économique qu'à déjà le mouvement sur les commerces dans certaines régions ?

### Évolution du chiffre d'affaires de divers secteurs économiques depuis le début du mouvement des « gilets jaunes »



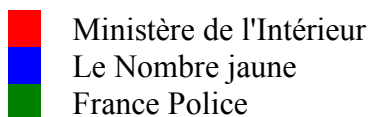
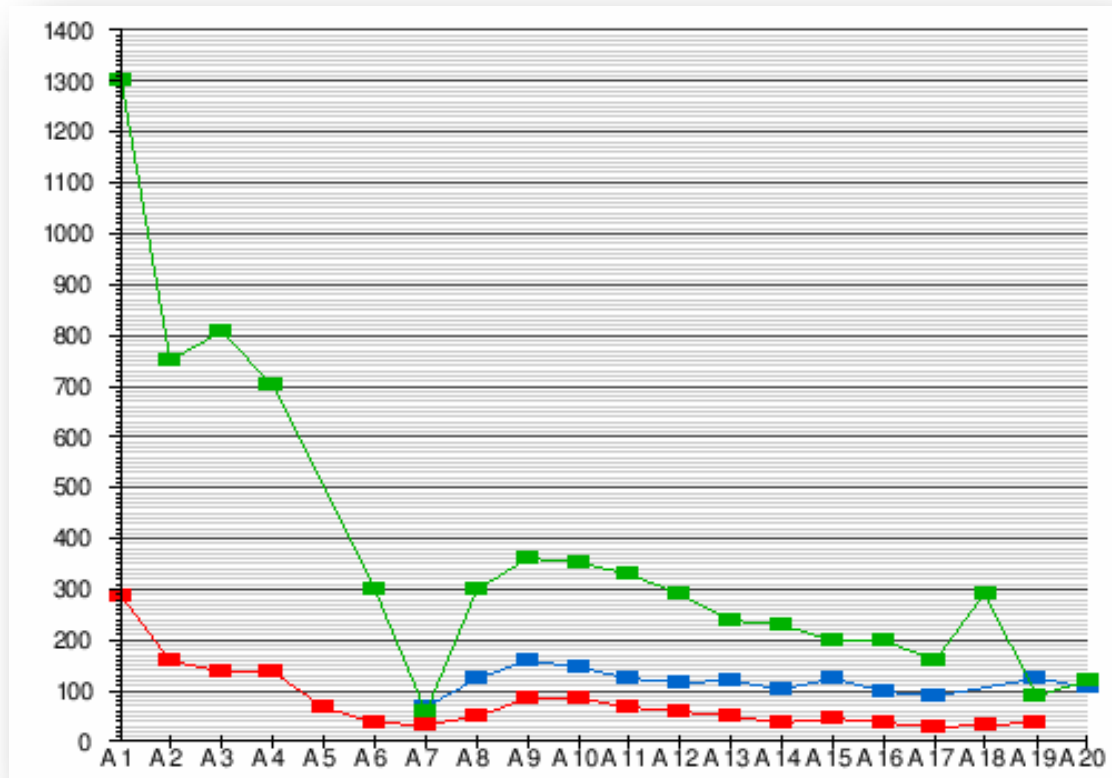
● Fourchette basse ● Fourchette haute

Source :  
<https://fr.statista.com/>



## 6. BILAN

Le graphique en dessous présente le nombre de gilets jaunes en milliers de personnes sur l'axe vertical et sur l'axe horizontal on peut identifier chaque samedi.



Le ministère de l'intérieur et le syndicat France Police publient chaque samedi des chiffres du nombre de manifestants provoqué par le mouvement gilet jaune. A partir du 8eme samedi, un collectif de Gilets jaunes nommé « Le Nombre jaune » annonce aussi recenser le nombre de manifestants en recoupant plusieurs sources comme presse régionale, vidéos, etc.

Les manifestations n'ont pas eu que des impacts sur l'économique, mais aussi sur l'humain et la consommation de carburant.

Le 17 janvier 2019, une enquête Checknews recense 1 700 blessés (dont 94 dit « graves ») chez les Gilets jaunes ainsi que 1 000 blessés chez les forces de l'ordre.

Vous trouverez en dessous un bilan humain depuis la première manifestation le 17 novembre 2018 jusqu'à la 18<sup>ème</sup> manifestation le 16 mars 2019.

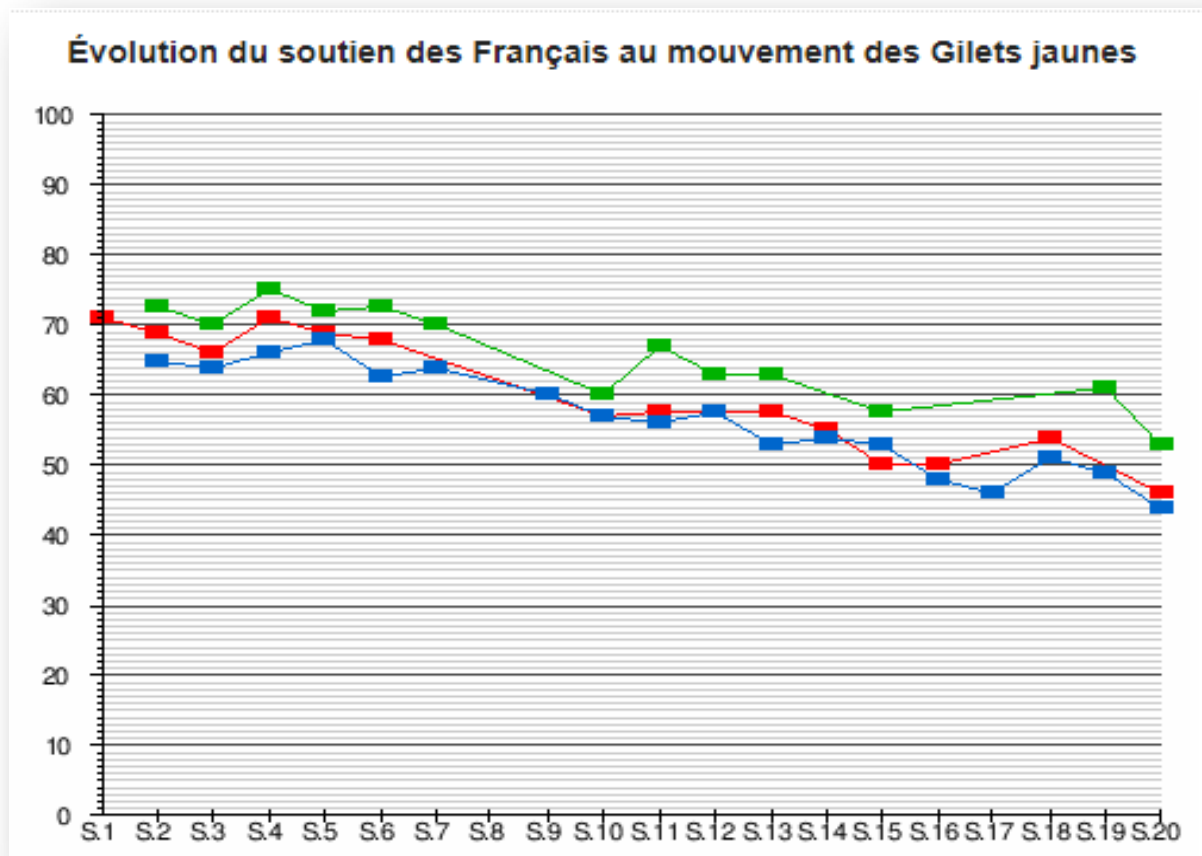
Morts	11 (au 20 mars 2019)
Blessés	4 000 (au 20 mars 2019)
Arrestations	8 700 gardes à vue 2 000 condamnations 390 incarcérations (au 24 mars 2019)



L'Union française des industries pétrolières (UFIP) a annoncé sur le mois de décembre 2018, la crise des gilets jaunes a provoqué à une baisse de 9 % de la consommation de carburant délivré par les stations-service françaises.

La participation des femmes est aussi jugée importante, elle est estimée près de 45 % du nombre de manifestants, et de nombreuses figures du mouvement sont des femmes.

L'évolution du soutien des français au mouvement des gilets jaunes selon Elabe en vert, Ifop en rouge et Odoxa en bleu.



On constate sur ce graphique une baisse de soutien des français, ceci correspond l'évolution du nombre des manifestants.

## 7. Conclusion

Le mouvement des gilets jaunes né de la contestation d'une taxe présentée comme écologique sur le transport routier, c'est transformé rapidement en contestation de la politique économique et social menée par le gouvernement. Alors que plusieurs mesures ont été prises par Emmanuel Macron, le mouvement continue à s'installer dans la durée. Depuis le début du mouvement, nous pouvons constater une augmentation de la violence qui entache l'image des gilets jaunes. On peut alors se demander jusqu'à quand ce mouvement pourra t'il durée ? Ainsi, la démocratie est-elle en danger par le manque d'intérêt ou le dégoût des français de la politique actuelle ?

# BIBLIOGRAPHIE

[https://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-gilets-jaunes-se-lancent-dans-la-politique\\_2059598.html](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-gilets-jaunes-se-lancent-dans-la-politique_2059598.html)

[https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/l-impact-des-gilets-jaunes-sur-l-economie-francaise\\_2052675.html](https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/l-impact-des-gilets-jaunes-sur-l-economie-francaise_2052675.html)

<https://www.liberation.fr/>

[www.1jour1actu.com](http://www.1jour1actu.com)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_des\\_Gilets\\_jaunes\\_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_Gilets_jaunes_(France))

<https://www.ouest-france.fr/societe/gilets-jaunes/les-gilets-jaunes-se-dotent-d-une-equipe-de-huit-representants-6092207>

<https://blogs.mediapart.fr/edition/le-travail-en-question/article/281218/le-parti-gilets-jaunes-en-42-revendications-un-bon-moyen-d-enterrer-la-revolt>

<https://www.insee.fr/fr/recherche?q=gilet+jaune&debut=0>

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/06/gilets-jaunes-un-conflit-qui-sape-le-rebond-de-l-economie-francaise\\_5393416\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/06/gilets-jaunes-un-conflit-qui-sape-le-rebond-de-l-economie-francaise_5393416_3234.html)

<https://www.capital.fr/votre-argent/defiscalisation-des-heures-sup-le-gain-atteindra-11-du-salaire-brut-au-maximum-1325028>

[https://www.liberation.fr/france/2018/12/14/la-hausse-de-la-csg-a-t-elle-vraiment-ete-annulee-pour-les-retraites-inferieures-a-2-000-euros\\_1698015](https://www.liberation.fr/france/2018/12/14/la-hausse-de-la-csg-a-t-elle-vraiment-ete-annulee-pour-les-retraites-inferieures-a-2-000-euros_1698015)

<http://www.leparisien.fr/economie/gilets-jaunes-non-le-smic-ne-va-pas-augmenter-de-100-euros-10-12-2018-7965414.php>